

# 2022, Odyssée de l'espace franco-européen à venir

**A**u moment où est rédigé cet éditorial, en ce début d'année 2022, il est bien difficile de savoir où en seront la France et l'Union européenne un mois plus tard, lorsque la revue parviendra à ses lecteurs. On peut néanmoins évoquer quelques questions majeures qui, dès aujourd'hui, s'imposent à notre attention.

## LES DÉRIVES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

On ne parle plus guère aujourd'hui de Jupiter ou de Zeus trônant sur l'Olympe en évoquant la personnalité du président de la République. Désormais celui-ci est de fait devenu pour les médias Ulysse, Ulysse dit le rusé. Va-t-il tenter de reprendre le pouvoir à Ithaque ? Il laisse planer le doute. Est-ce une habileté de sa part ou hésite-t-il vraiment ? Ce qui en revanche ne fait guère de doute est que très nombreux déjà sont les Prétendants à vouloir occuper son trône. Une prétention qui fait merveilleusement le jeu desdits médias, grands ou petits. Quelle joie de pouvoir créer du buzz en donnant la parole à des candidats déclarés dont (à l'exception de deux ou trois d'entre eux) chacun sait pertinemment qu'il n'a strictement aucune chance d'être élu ! Autant leurs prises de parole seraient légitimes s'ils se présentaient à une élection dans la perspective de

l'emporter (s'ils étaient par exemple candidats à la députation), autant avons-nous affaire avec eux à un jeu pervers – conséquence directe de l'affaiblissement du rôle du Parlement et des partis politiques – dont l'objectif est seulement de faire parler d'eux. Et à cette fin de tenir, le cas échéant, des discours comportant des promesses parfaitement irréalisables, ce qui n'a pas la moindre importance puisqu'on ne pourra pas leur reprocher de ne pas les tenir !

L'une des manifestations les plus déplaisantes de la dérive médiatique de l'espace politique n'a-t-elle pas été l'initiative stupéfiante prise le 31 décembre 2021 par la chaîne nationale de télévision France 2 de faire présenter par plusieurs candidats déclarés à l'élection présidentielle leurs vœux aux Français à 20 heures, juste avant ceux du Président de la République ? Le pouvoir du peuple (la *démocratie*) appartient au peuple qui le délègue à des élus pour une durée déterminée, et ce fut dès lors un manifeste abus de pouvoir de la part de ce média de mettre un terme prématuré au mandat de l'un d'entre eux, en l'occurrence le Président exerçant légitimement sa fonction, en le transformant, par cette confrontation forcée, en un simple candidat à sa réélection. Ce qui est le plus navrant est qu'apparemment cette quasi forfaiture du 31 décembre n'ait soulevé aucune protestation.

## LES ENJEUX DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE

Ils sont nombreux et concernent de façon cruciale notre avenir. Les lourdes conséquences du Brexit pour nos voisins d'outre-Manche conduisent actuellement les souverainistes de tous bords à ne plus proposer ouvertement que nous sortions de l'Union mais ils se réfugient dans un discours nationaliste qui n'est guère différent de cette option. La question de l'équilibre des pouvoirs entre ceux de l'Union et ceux des États-membres se pose avec acuité. Un mot est au cœur des polémiques qui ne manqueront pas de se développer à ce sujet au cours de ce semestre : celui, précisément, de *souveraineté*. Formellement ce mot, du fait de son étymologie (*super*), exprime l'idée qu'aucun pouvoir ne peut lui être supérieur. Comment concilier, dès lors, la « souveraineté » de chacun des États-membres et le rôle de leur Union ? Un article de ce numéro de *Diasporiques* en traite explicitement<sup>1</sup>.

## L'AGGRAVATION POTENTIELLE DE LA PANDÉMIE

En continuant à solliciter son sens des responsabilités, les pouvoirs publics français font preuve d'une remarquable indulgence verbale vis-à-vis de la fraction de la population qui refuse de se faire vacciner. Ces appels, de l'ordre de la rationalité, sont bien sûr totalement inopérants sur les plus radicaux des « antivax ». Ils sont légitimement doublés de mesures coercitives qui peuvent contribuer à

éviter un accroissement de la lourde tâche des soignants de tous ordres dont il faut noter que, conformément à leur éthique, ils ne rechignent pas à soigner ces irresponsables tout aussi bien que s'ils avaient respecté les trois termes de la devise nationale et pas seulement le premier. Eux, les soignants, respectent bien les trois quoi qu'il leur en coûte, et c'est vraiment tout à leur honneur !

Nous sommes heureusement sortis de la période des fêtes de fin d'année, des réjouissances mais aussi des risques supplémentaires qu'elles engendrent. Disons qu'il nous reste à espérer qu'après avoir enrichi notre connaissance de l'alphabet grec et appris à prononcer convenablement « omicron », nous ne soyons pas « encerclés » par un autre variant portant la lettre suivante de l'alphabet grec, qui n'est autre que π...

S'ouvre une année à l'évidence difficile, où tout est possible, y compris le pire. Mais « le pire n'étant pas certain », continuons donc, chères lectrices et chers lecteurs, à prôner les débats plutôt que d'encourager les polémiques, si médiatiques qu'elles puissent être. ☺

<sup>1</sup> Philippe Lazar, *Ne faut-il pas redéfinir le concept de souveraineté ?* p. 60-61.